



Renforcer le lien social pour l'amélioration de la qualité du cadre de vie au Bénin



Renforcer le lien social pour l'amélioration de la qualité du cadre de vie au Bénin

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

En février 2022, à l'issue de la session de la Commission du Développement Social des Nations Unies, il est ressorti que l'amélioration de la qualité du cadre de vie des populations est un facteur important dans les politiques économiques et sociales. La plupart des préoccupations y relatives, en référence aux économistes tels que (*Shea et King-Farlow, 1976 ; Carlisle, 1972*), ont permis de relever la nécessité de sa prise en compte pour mesurer le bien être, des indicateurs non monétaires qui intègrent diverses dimensions dont les liens sociaux.

A l'instar d'autres pays, l'importance accordée par le Bénin à l'amélioration de la qualité du cadre de vie des populations se traduit dans le Programme d'Action du Gouvernement ainsi que les documents de Politiques Nationales (**PND, PDC etc**). De nombreuses actions ont été initiées dont : la mise en place du projet d'Appui aux communes et communauté pour l'expansion des services sociaux (Access), la Modernisation des espaces publics de protection sociale et de promotion du genre, la Réhabilitation et aménagement des voiries dans certaines villes du Bénin, asphaltage, la Modernisation de la gestion des déchets solides ménagers dans les grandes villes etc.¹

En dépit de ces efforts qui visent à améliorer le cadre de vie au Bénin, les constats sont peu reluisants.

Entre 2015 et 2019, près d'un ménage béninois sur cinq a perdu ses possibilités de se faire soutenir par un proche parent ou ami en cas de difficultés. En effet, alors qu'en 2015, 63 % de ménages béninois avaient l'assurance de disposer d'une personne de soutien en cas de difficultés, ils ne sont que 47 % à avoir cette même disposition d'esprit en 2019. Le lien social semble donc se défaire de plus en plus dans la société Béninoise.

La présente note vise à relever les actions importantes à mener pour améliorer substantiellement le bien être de la population Béninoise. Elle permettra d'accélérer la capture du Dividende Démographique au Bénin.

ETAT DE LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE EN 2019 AU BÉNIN

Bien qu'entre 2015 et 2019, il ait été observé un faible progrès de 0,014 points dans la mesure de la qualité du cadre de vie, le score de 0,554 enregistré en 2019 permet de maintenir le Bénin à un niveau moyennement satisfaisant. Les performances actuelles du Bénin sont soutenues par les sous-dimensions Equilibre Travail-Vie privée et Sécurité.

En effet, les deux plus grands scores sont observés au sein de ces sous-dimensions, avec respectivement 0,784 et 0,746 points. Le score dans l'équilibre travail-vie privé peut s'expliquer par le respect au Bénin des dispositions de l'OIT qui accordent un certain privilège aux travailleurs de disposer de leur temps pour des occupations personnelles. Quant à la sous-dimension sécurité, son score reflète la reconnaissance de la population des efforts du gouvernement en la matière.

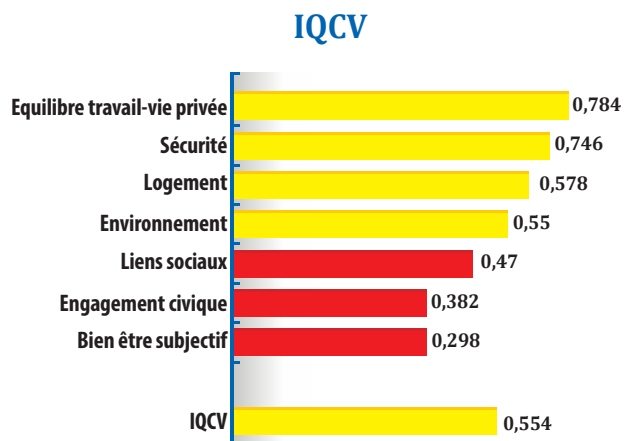
A la différence des sous-dimensions sécurité et équilibre travail-vie privée, trois sous-dimensions ont constitué les tendances lourdes dans le processus du Bénin vers un cadre de vie de qualité. Il s'agit notamment des liens sociaux, de l'engagement civique et du bien-être subjectif. En effet, ces sous-dimensions ont enregistré des faibles performances (inférieures à la moyenne, inhibant ainsi les efforts fournis dans les autres sous-dimensions.

En ce qui concerne les sous-dimensions environnement et logement, elles restent relativement neutres en termes d'effet d'entraînement.

Il convient de spécifier que, le niveau du score de la sous-dimension logement résulte des efforts fournis par le Bénin et de la forte propension de la population à investir dans l'immobilier.

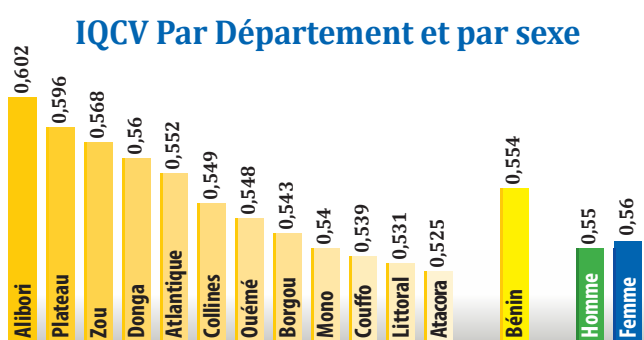
La performance réalisée au niveau de l'environnement est due à la faible industrialisation du Bénin, qui permet le maintien à un niveau relativement acceptable de la concentration du CO2 (39 microgrammes par mètre cube, source WDI 2019).

¹ Enquête Régionale Intégrée sur l'Emploi et le Secteur Informel (ERI-ESI), 2018, <http://nsd.inrevela.bj/secteur/cadre-vie/>



EXISTENCE D'INÉGALITÉS DANS L'ACCÈS À UN CADRE DE VIE DE QUALITÉ

ne analyse désagrégée par département révèle de relatives disparités allant de de 0,006 à 0,077 points entre ces derniers. En effet, à part les départements de l'Alibori, du Plateau, du Zou et de la Donga qui ont atteint des niveaux supérieurs à 0,554, valeur nationale de l'IQCV, les autres départements ont réalisé des performances inférieures à la valeur nationale, avec l'Atacora comme le département le moins performant. En ce qui concerne les hommes et les femmes, les résultats indiquent une relative égalité des scores de l'IQCV, traduisant ainsi une absence de discrimination négative à l'égard des deux sexes. Toutefois, les femmes restent moins favorisées en matière de détention de titre de propriété du foncier et aux bâtis.



COMMENT LES LIENS SOCIAUX AFFECTENT-ILS LA QUALITÉ DU CADRE DE VIE

Les liens sociaux, mesurés sur la base de l'assurance que les ménages ont bénéficié d'appui en cas de difficultés, expriment indirectement la qualité des rapports sociaux, la culture du sens de solidarité et l'existence d'acteurs avec de potentiel de financement.

Ainsi, l'amélioration de la qualité des liens sociaux, tire sa source dans un environnement non-conflictuel et caractérisé par l'existence d'opportunités économiques. En outre, elle est également, le socle du civisme et de la sécurité sociale et peut renforcer le bien-être subjectif. De plus, il constitue un préalable pour l'engagement collectif, pourtant essentiel pour influencer la qualité de l'environnement. Ces interactions sont bien exprimées dans les différentes valeurs observées en 2019, pour le bien-être subjectif, l'engagement civique et l'environnement (Figure mettant en exergue, les valeurs des sous-dimension, en 2015 et 2019).

Il est donc nécessaire, pour une amélioration durable de la qualité de vie d'actionner sur les liens sociaux.

SOURCES DE LA PERTE DE 16 POINTS DE POURCENTAGE DU POTENTIEL DE SOLIDARITÉ SOCIALE

Entre 2015 et 2019, près d'un ménage béninois sur cinq a perdu ses possibilités de se faire soutenir par un proche parent ou ami en cas de difficultés. En effet, alors qu'en 2014, 63% de ménages béninois avaient l'assurance de disposer d'une personne de soutien en cas de difficultés, ils ne sont que 47% à avoir cette même disposition d'esprit en 2019. Cette évolution peut être justifiée par :

- la perte de plus en plus accrue du sens solidarité ;
- l'effondrement des sources parallèles de revenus des fonctionnaires de l'administration et des agents de sécurité ; et

PERTE DE PLUS EN PLUS ACCRUE DU SENS DE SOLIDARITÉ SOCIALE

Au cours de ces dernières décennies, les rapports sociaux ont été métamorphosés dans leur cadre et nature, les acteurs qu'ils mettent en scène, l'intensité et la fréquence avec lesquelles ils se développent. En effet, le développement des technologies de l'information et de la communication (TIC) a donné naissance à des espaces virtuels de socialisation et d'interaction rendant ainsi les cadres traditionnels d'interaction sociale moins usuels. Ainsi le cadre physique précédemment offert par la société, s'est vu en grande partie substituer par un espace virtuel (réseau sociaux) qui donne plus de possibilité de connexion, d'accès et de partage d'information, libérée de la censure et du contrôle social. Cet état de fait, a réduit les interactions physiques, la transmission des valeurs familiales, le sentiment d'appartenance et le sens de responsabilité

qui y est associé, pourtant essentiel pour la qualité des liens sociaux.

L'individu se trouve de plus en plus isolé, avec moins de possibilité de recours en cas de difficulté, puisque les interactions sociales et familiales sont réduites généralement à la communication digitale.

EFFONDREMENT DES SOURCES PARALLÈLES DE REVENUS DES FONCTIONNAIRES DE L'ADMINISTRATION ET DES AGENTS DE SÉCURITÉ

Entre 2016 et 2019, le Bénin a enregistré une série de réformes, en vue de l'amélioration de la gouvernance des ressources publiques. Ces multiples réformes ont abouti à la mise en place de la Police Républicaine, de la Cours de Répression des Infractions Economiques et du Terrorisme, et au développement de l'e-service dont les principales implications ont été la réduction de l'assiette des revenus provenant des actes de corruption et de détournement de deniers publics (ANLC, Libre blanc, 2020).

De plus, ces réformes ont touché le fonctionnement des administrations, avec la réduction des missions à l'intérieur et à l'extérieur de pays. Aussi a-t-il été constaté un changement dans l'animation de la vie

politique, accompagné d'une baisse du financement de l'activité politique au niveau communautaire. Il s'en est suivi une baisse des actes de solidarité sociale, puisque le potentiel de financement des individus a été réduit à travers la baisse de leurs revenus secondaires.

RECOMMANDATIONS

Mener des actions d'encouragement du changement vers une solidarité globale ;

Créer des moments de partage d'expérience entre les populations de toutes les couches sociales. C'est le premier vecteur de lien social en ville. Ils réunissent adultes et enfants, issus de différents groupes sociaux, et permettent de tisser des liens sur le long terme ;

Créer et multiplier les espaces de rencontre, des espaces sportifs, parcs, jardin et d'espaces récréatifs, qui peuvent regrouper des cadres d'échange et de partage entre les populations ; leur installation en plus grand nombre participe à l'amélioration de la qualité de vie des plus jeunes mais aussi au bien-être des parents, et favorise l'interaction sociale entre adultes. Ces aires récréatives participent ainsi au dynamisme global du quartier ou de la ville ;

Donner l'opportunité aux populations de s'investir dans des projets communs.



RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Céline Mercier et Jocelyne Filion, « La qualité de la vie : perspectives théoriques et empiriques » Volume 12, numéro 1, juin 1987 pp. 135-143.

INSTAD, rapport EMICoV, 2015

Présidence de la république du Bénin, programme d'actions du gouvernement 2021-2026, 2021

Plan National de Développement 2018-2025

OCP Policy Center, Cohésion Sociale, institutions et politiques publiques, Novembre 2017, PB-17/38

<https://educationsante.be/quel-lien-entre-la-qualite-de-vie-et-le-developpement-economiqueculturel-social-et-environnemental/>

<https://www.oecd-ilibrary.org/sites/20ef3c87-fr/index.html?itemId=/content/component/20ef3c87-fr>

<https://press.un.org/fr/2002/DEV2378.doc.htm>

Nations Unies, « Communiqués de presse DEV/2378 », 13 février 2002

EQUIPE DE RÉDACTION

DRAMANI Latif	CREG
YESSOUFOU Aliou	InstaD
TAHIHO Karime	InstaD
OGA Jean-Baptiste	CREG/LAREG
YOROU Rachidou	CREG
AMOUSSOU Nadège	CREG

COORDINATION NATIONALE

HOUNSA Laurent Mahounou	Coordonnateur de l'ONDD
DAGA Jules	Directeur Général Adjoint INStAD
HOUNGUEVOU Rémy	Directeur des Statistiques Démographiques et Sociales INStAD



Thiès, HLM Grand Standing, Rue GSH41, Sénégal
Tél. : (221) 33 951 45 46
assistanat.creg@creg-center.org



Route de l'aéroport - Avenue Jean-Paul II
01 B.P. 323 Cotonou - Tél. : (229) 21 30 82 44
instad@instad.bj